

SOFAC AUDIT

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory
44 200 NANTES

R.C.S. : 317237113

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

3 bis rue de l'Hippodrome - 44300 NANTES

SAS SOFAC AUDIT au capital de 10 000 Euros - N°TVA intracommunautaire - FR74 751 686 130
RCS NANTES B 751 686 130 - APE 69002 - SIRET 751 686 130 00012
Membre de la Compagnie Régionale CRCC OUEST ATLANTIQUE

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)
Association
Siège social : 31 boulevard Emile Gabory
44 200 NANTES
R.C.S. : 317237113

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale de l'association Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE), relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note « REGLES ET METHODES COMPTABLES » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'incidence de la première application du règlement ANC n°2022-06 qui expose le changement de méthodes comptables sans impacts significatifs.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant, fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 07/05/2026

SOFAC AUDIT,
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'H' followed by a long horizontal stroke.

Hugues DISSE
Associé

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory

44 200 NANTES

R.C.S. : 317237113

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

BILAN ACTIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,						
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				4		
Terrains						
Constructions						
Inst. techniques, matériel et outillages ...						
Autres immobilisations corporelles	38 136	21 729	16 406		509	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	38 136	21 729	16 406	4	509	
Stocks et en-cours						
Créances				25		47
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	8 688		8 688		7 653	
Créances reçues par legs ou donations					9 386	
Autres créances	91 816		91 816		155 904	
Charges constatées d'avance	2 241		2 241		1 052	
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	296 732		296 732	71	196 548	53
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	399 478		399 478	96	370 542	100
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	437 613	21 729	415 884	100	371 051	100

BILAN PASSIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves		4		5
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	17 622		17 622	
Autres réserves				
Report à nouveau	180 840	43	191 115	52
Excédent ou déficit de l'exercice	50 737	12	-10 275	-3
Situation nette (sous-total)	249 200	60	198 463	53
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	8 000	2		
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	257 200	62	198 463	53
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	5 700	1		
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	5 700	1		
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	30 518	7	24 023	6
TOTAL DES PROVISIONS (III)	30 518	7	24 023	6
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	8 524	2	7 816	2
Fournisseurs, factures non parvenues	23 904	6	24 363	7
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	83 071	20	116 386	31
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	6 968	2		
TOTAL DES DETTES (IV)	122 467	29	148 565	40
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	415 884	100	371 051	100

COMPTE DE RÉSULTAT

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	575	400	175	44
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	70 703	69 493	1 210	2
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	577 134	563 580	13 554	2
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	1 505	2 170	-665	-31
Mécénats	10 000		10 000	
Legs, donations et assurances-vie	130	11 386	-11 255	-99
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 000	12 053	-10 053	-83
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	4 999	17	4 981	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	667 045	659 098	7 947	1
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	77 975	94 973	-16 998	-18
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	13 766	13 391	375	3
Salaires	391 425	432 117	-40 693	-9
Cotisations sociales	118 878	118 827	51	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	578	3 073	-2 495	-81
Dotations aux provisions	6 494		6 494	
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés	5 700		5 700	
Autres charges	3 873	1 166	2 707	232
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	618 689	663 548	-44 859	-7
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	48 356	-4 450	52 806	

COMPTE DE RÉSULTAT

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 596	2 729	-133	-5
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	2 596	2 729	-133	-5
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	2 596	2 729	-133	-5
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	50 952	-1 721	52 673	
Produits exceptionnels (V)		778	-778	-100
Charges exceptionnelles (VI)		9 224	-9 224	-100
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-8 446	8 446	100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	215	107	108	101
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	669 641	662 605	7 036	1
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	618 904	672 879	-53 975	-8
EXCÉDENT OU DÉFICIT	50 737	-10 275	61 012	594
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature	48 665	48 683	-18	
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE	48 665	48 683	-18	
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	48 665	48 683	-18	
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.	48 665	48 683	-18	
TOTAL	50 737	-10 275	61 012	594

PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

L'objet social de l'entité est :

- Genre : Défense Des Droits Des Femmes, Condition Féminine.
- Type : Loisirs et vie sociale
- Objet de l'association : Mettre à la disposition du public et plus spécialement des femmes, les informations nécessaires à l'exercice de leurs droits dans tous les domaines. Promouvoir l'égalité femmes-hommes. Participer à toute action visant la promotion des femmes et la défense de l'égalité des droits des femmes.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées sont :

Depuis 2012, traversé par des conditions politique, stratégique et économique nouvelles, le CIDFF de Loire Atlantique a décidé d'actualiser le projet associatif ; l'enjeu étant de l'adapter à l'évolution de la législation en matière d'égalité femmes/hommes, à l'évolution des besoins sociaux et à l'évolution de l'association elle-même.
Le CIDFF de Loire Atlantique réaffirme son engagement au sein du réseau régional porté la FRCIDFF des Pays de la Loire.
Le CIDFF de Loire Atlantique est conscient de l'apport de cette dynamique régionale qui permet le développement d'actions locales innovantes, le partage de ressources et de compétences et une meilleure visibilité du réseau.

Les moyens mis en oeuvre sont :

- Moyens humains : Equipe salariée du CIDFF composée d'une direction, d'une assistante de gestion, de juristes et de conseillères emploi.
- Moyens techniques : outils numériques et de communication (pc portables + smartphone pour chaque salarié(e)), imprimante/copieur.
- Locaux : Siège de l'association et antenne à Saint-Nazaire : locaux mis à disposition à titre gracieux par le Conseil Départemental.
- Permanences juridiques : bureaux mis à disposition par les structures accueillantes (MJD, PAD, EDS...)

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 415 884,32 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 50 737,08 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : image fidèle, comparabilité et continuité de l'exploitation, régularité et sincérité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, s'applique à toute entité soumise aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce règlement a notamment pour effet :

- l'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- l'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Ce nouveau règlement n'a pas entraîné de changement significatif dans les méthodes comptables appliquées par l'association CIDFF.

Le cas échéant, les impacts liés à la première application du règlement ANC n°2022-06 ont été analysés conformément aux dispositions prévues par l'ANC et sont sans incidence significative sur la présentation des comptes annuels.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de : leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) et des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Traitement des charges financières

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement de certains frais accessoires

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement comptable des coûts de développement

ISACOMPTA CONNECT - Fiscal -

Mission de présentation des comptes annuels - Voir l'attestation du professionnel de l'expertise comptable

11/34

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais externes afférents aux formations

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement de la durée d'utilisation des fonds de commerce

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Évaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Traitement des charges financières

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement de certains frais accessoires

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement comptable des coûts de développement

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais externes afférents aux formations

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements des biens décomposables

L'entité n'est pas concernée aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

Traitement des composants de 2nd catégorie, dépenses pluri-annuelles de gros entretien ou grande révision

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation (en années)	Fourchette des durées
Logiciels	3	
Mat. de bureau et informatique		1 À 4

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS

Traitement des amortissements

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

SUBVENTIONS

Traitement des subventions

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

PROVISIONS RÈGLEMENTÉES

Traitement des amortissements

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

COTISATIONS

Informations concernant la comptabilisation des cotisations

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE.
- L'association CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires sont valorisées et portées au pied du compte résultat. Elles sont constituées de :

- locaux mis à disposition à titre gracieux par le conseil Départemental (valorisation annuelle 48 665 €).

ETAT DES IMMOBILISATIONS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

		V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation		
			suite à rééval.	acquisition	
Immobilisations incorporelles					
Autres immobilisations incorporelles		625			
TOTAL		625			
Immobilisations corporelles					
Matériel de bureau, informatique & mobilier		23 062		16 476	
TOTAL		23 062		16 476	
TOTAL GENERAL		23 687		16 476	
		Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
		par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles					
Autres immobilisations incorporelles			625		
TOTAL			625		
Immobilisations corporelles					
Matériel de bureau, informatique & mobilier			1 403	38 136	
TOTAL			1 403	38 136	
TOTAL GENERAL			2 028	38 136	

ETAT DES IMMOBILISATIONS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Augmentation de l'exercice	Ventilation				
		Virement		Entrée		
		poste à poste	de l'actif circ.	acquisition	apport	création
Immobilisations corporelles						
Matériel de bureau, info. & mobilier	16 476			16 476		
TOTAL	16 476			16 476		
TOTAL GENERAL	16 476			16 476		

ETAT DES AMORTISSEMENTS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			625		625	
TOTAL			625		625	
Immobilisations corporelles						
Matériel de bureau, informatique			22 554	578	1 403	21 729
TOTAL			22 554	578	1 403	21 729
TOTAL GENERAL			23 179	578	2 028	21 729
	Dotation de l'exercice	Ventilation				
		réévaluation	mode linéaire	autre mode	dotation except.	
Immobilisations corporelles						
Matériel de bureau, informatique & mobilier	578		578			
TOTAL	578		578			
TOTAL GENERAL	578		578			

ETAT DES AMORTISSEMENTS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Diminution de l'exercice	Ventilation		
		transf. à l'actif circ	éléments cédés	mise hors service
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	625			625
TOTAL	625			625
Immobilisations corporelles				
Matériel de bureau, informatique & mobilier	1 403			1 403
TOTAL	1 403			1 403
TOTAL GENERAL	2 028			2 028

ETAT DES CRÉANCES

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif circulant			
Autres créances clients	8 688,00	8 688,00	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	524,66	524,66	
Divers	91 291,74	91 291,74	
Charges constatées d'avance	2 241,12	2 241,12	
TOTAL	102 745,52	102 745,52	

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
Exploitation	2 241,12
TOTAL	2 241,12

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Autres créances	91 291,74
TOTAL	91 291,74

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES
CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE
Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	17 622,45				17 622,45
Report à nouveau	191 114,69			10 274,52	180 840,17
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 274,52		50 737,08	-10 274,52	50 737,08
Subventions d'investissement			8 000,00		8 000,00
TOTAL	198 462,62		58 737,08		257 199,70

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

	À l'ouverture de l'exercice montant global	Report	Utilisation		Transfert	À la clôture de l'exercice	
			montant global	dont remboursement		montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CD44 (action SPORTEZ VOUS BIEN)		700,00				700,00	
ANCT (action SPORTEZ VOUS BIEN)		2 000,00				2 000,00	
DRDFE (action SPORTEZ VOUS BIEN)		2 000,00				2 000,00	
VILLE DE SAINT-NAZAIRE (action SPORTEZ VOUS BIEN)		1 000,00				1 000,00	
TOTAL		5 700,00				5 700,00	

ETAT DES PROVISIONS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Provisions pour risques et charges

La provision pour engagements de retraite s'élève à 30 517.62 € au 31/12/2025.
La dotation de l'exercice s'élève à 6 494.40 €.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Départ volontaire à 65 ans
Taux d'actualisation : 3.70%
Taux d'évolution des salaires : 3%
Taux de charges sociales : 37%
Turn over : faible

Méthode de calcul retenue : Méthode prospective :

Engagement de l'entreprise = (((salaire brut annuel * Taux de progression salariale) / 12) * Nb de mois acquis au moment du départ + Charges sociales) * (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) * Taux de turnover * Taux de mortalité * Taux d'actualisation financière

ETAT DES PROVISIONS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant au début de l'exercice	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour dépréciations				
Autres provisions pour dépréciation	2 000,00		2 000,00	
TOTAL	2 000,00		2 000,00	
TOTAL GÉNÉRAL	2 000,00		2 000,00	

ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	32 428,24	32 428,24		
Personnel et comptes rattachés	45 426,44	45 426,44		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 562,32	36 562,32		
Impôts sur les bénéfices	215,00	215,00		
Autres impôts et taxes assimilées	693,00	693,00		
Produits constatés d'avance	6 968,00	6 968,00		
TOTAL	122 293,00	122 293,00		

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montant
Exploitation	6 968,00
TOTAL	6 968,00

CHARGES À PAYER

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 903,96
Dettes fiscales et sociales	63 109,02
TOTAL	87 012,98

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal				
Affectées à des biens non renouvelables				
Région des Pays de Loire (matériel informatique)	1 000,00			1 000,00
Conseil Départemental (matériel informatique)	6 000,00			6 000,00
Conseil Départemental (matériel informatique)	7 000,00			7 000,00
Conseil Départemental (matériel informatique)	8 000,00			8 000,00
TOTAL	22 000,00			22 000,00
Quotes-parts virées au résultat				
Affectées à des biens non renouvelables				
Région des Pays de Loire (matériel informatique)	1 000,00			1 000,00
Conseil Départemental (matériel informatique)	6 000,00			6 000,00
Conseil Départemental (matériel informatique)	7 000,00			7 000,00
TOTAL	14 000,00			14 000,00

TABLEAU DE RÉPARTITION PAR AUTORITÉS ADMINISTRATIVES

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autre	Total
Subventions d'exploitation	46 772,80	206 485,15	201 755,00	113 800,00	8 321,04	577 133,99
Subventions d'investissement			8 000,00			8 000,00
TOTAL	46 772,80	206 485,15	209 755,00	113 800,00	8 321,04	585 133,99

COMMENTAIRE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rémunération des organes d'administration, de direction et de surveillance :

Les trois plus hauts cadres dirigeants identifiés par l'Association
sont :

- la Présidente
- la trésorière
- la secrétaire

Ils sont tous trois membres du bureau et exercent leurs fonctions à titre bénévole.